

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

Annecy, le 03 JUIN 2015

Affaire suivie par : François Portmann
Cellule territoriale G3
Tél. : 04 50 08 09 15
Télécopie : 04 50 08 09 20
Courriel :
francois.portmann@developpement-
durable.gouv.fr

REF : UT7374-G3-15-348-FP

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
REFER : Courrier de la S.A.S. METAL X daté du 6 avril 2015, transmis pour avis et
observations le 14 avril 2015.
P.J. : Note de calcul
Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Lettre du préfet

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Société METAL X à Publier

Garanties financières – Montant inférieur à 75 000 €

Rapport de l'inspection des installations classées

Adresse de l'établissement et du siège social :

Z.I. du Vieux Mottay – 645, route de la Dranse – 74 500 AMPHION-les-Bains

Activité principale : Traitement de surface

Code S3IC de l'établissement : 61.4662

Priorité DREAL : P1N

1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le code de l'environnement (articles L.516-1 et L.516-2 et articles R.516-1 à R.516-6) fixe l'obligation de constituer des garanties financières. Cette obligation, déjà applicable notamment aux installations de stockage de déchets, aux carrières et aux installations soumises à la directive Seveso (seuil haut), a été étendue par le décret n°2012-633 du 3/05/2012 à certaines installations susceptibles de générer des pollutions importantes des sols ou des eaux.

Pour ces dernières et conformément à l'article R 516-2-IV, les garanties financières visent la mise en sécurité des installations imposée en application des dispositions des articles R.512-39-1 et R.512-46-25, lors de la cessation des activités. Elles sont destinées à suppléer une défaillance éventuelle de l'exploitant. Elles peuvent notamment résulter, au choix de l'exploitant, de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

Deux arrêtés ministériels du 31 mai 2012 définissent :

- la liste des installations visées et le planning de mise en œuvre pour les installations existantes
- les modalités de calcul de ces garanties financières ; ce calcul prend notamment en compte 5 types de coûts : coûts associés à la gestion des déchets et des produits dangereux, à la neutralisation des cuves enterrées, à la limitation des accès, au gardiennage du site, ainsi qu'au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement ; un montant doit être établi par l'exploitant et proposé au préfet 6 mois avant la première échéance de constitution des garanties.

Lorsque le montant des garanties financières est inférieur à 75 000 € TTC, l'exploitant n'a pas l'obligation de consigner les sommes correspondantes (article R 516-1 du code de l'environnement).

2. SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

La société METAL X est autorisée à exploiter ses installations par arrêté préfectoral du 14 mai 1996 modifié par arrêtés du 1 décembre 2009, du 21 juin 2010 et du 5 avril 2012.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Activité
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes (56,4 m³).

3. EVALUATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Par courrier du 23/12/2013, la société METAL X avait fourni un premier calcul du montant des garanties financières pour les installations concernées par l'échéance du 1^{er} juillet 2012.

Pour la détermination du coût associé à la gestion des déchets, le calcul présenté prend notamment comme hypothèse un entreposage de déchets dangereux et bains de process sur le site limité à 140 tonnes.

Le calcul global conduisant à un montant de 65 449,27 € le 23 décembre 2013, réévalué par l'exploitant à 70 470,96 € le 2 septembre 2014, ne recevait pas l'accord de notre service.

Des modifications du calcul du montant des garanties financières ont été apportées par l'inspection des installations classées concernant notamment le coût de surveillance des effets de l'installation sur son environnement, plus particulièrement les eaux souterraines, que nous avons évalué forfaitairement à 6 000 € pour les trois piézomètres, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, au lieu de 1 440 € proposés par l'exploitant, et l'indice d'actualisation des coûts, conduisant à un nouveau montant de 75 367 € TTC.

Nous avons considéré que la somme de 1 440 € n'était pas représentative, car ce montant est effectivement facturé par le cabinet Rph ENVIRONNEMENT pour la surveillance des eaux souterraines, mais il s'agit d'une partie incluse dans une prestation globale, et non une prestation nécessitant un déplacement spécifique, ce qui serait le cas si l'exploitant était défaillant.

La proposition de 75 367 € TTC a été présentée par l'inspection des installations classées au CODERST du 26 mars 2015, au cours duquel l'exploitant a été entendu. Ce dernier a alors proposé de fournir une offre de prestation établie par le cabinet VERITAS pour un montant de 3 780 € TTC, pour deux campagnes de suivi des trois piézomètres.

L'offre a été transmise le 14 avril 2015 à l'inspection des installations classées. Le nouveau montant des garanties financières a été calculé selon les termes présentés en annexe au présent rapport et donne un résultat de 72 798 € TTC, donc inférieur à 75 000 € TTC.

4. PROPOSITIONS

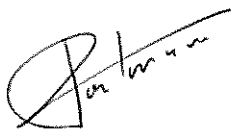
Nous proposons à M. le Préfet de la Haute-Savoie d'adresser une lettre à l'exploitant, dont un projet est joint au présent rapport, l'informant, en application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, qu'il n'a pas l'obligation de constituer ces garanties financières dans la mesure où le montant est inférieur à 75 000 € TTC.

Par contre, le calcul de ces garanties financières a été défini sur la base d'une limitation des quantités de déchets présents sur le site. Dans la mesure où l'acte administratif en vigueur ne précise pas ce point, nous proposons à M. le Préfet de la Haute-Savoie de fixer par arrêté complémentaire les quantités maximales de déchets et bains de process entreposés sur le site à 140 tonnes.

Le projet d'arrêté ci-joint, fixant les quantités maximales de déchets et bains de process, a été soumis à l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du 26 mars 2015.

Par ailleurs, suite à la nouvelle proposition de l'exploitant, ce même projet d'arrêté précise que l'obligation de constitution des garanties financières ne s'applique pas à la S.A.S. METAL X, conformément à l'avis favorable du CODERST émis le 26 mars 2015 à l'unanimité.

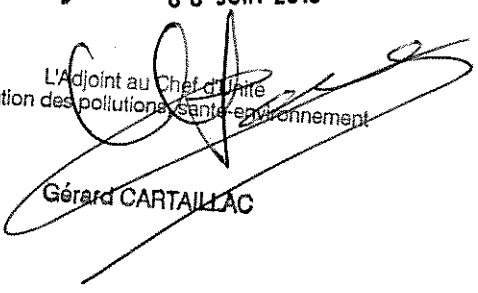
L'inspecteur de l'environnement



François PORTMANN

Vu, approuvé et transmis
à monsieur le préfet de la Haute-Savoie
pour la directrice et par délégation,

Lyon, le 03 JUIN 2015



L'Adjoint au Chef d'Unité
Prévention des pollutions santé-environnement

Gérard CARTAILLAC

METAL X – Détail du calcul des garanties financières selon l'arrêté du 31 mai 2012
Annexe au rapport UT7374-G3-15-348-FP

Le montant global de la garantie est égal à :

$$M = S_c [M_e + \alpha (M_i + M_c + M_l + M_g)]$$

Où

SC : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.

Me : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation = **37 683,94 €**, proposé par l'exploitant.

MI : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange. = **0 €**

MC (coût 2012) : montant relatif à la limitation des accès au site. Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les 50 mètres = **180 €**.

MS (coût 2012) : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols = **16 095 €** [10 000 € + (5 000 €/ha x 0,4629 ha) + 3 analyses à 1 260 €].

MG (coût 2012) : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent. = **10 800 €**, soit 3 x 1/2 h par jour.

On définit alpha tel que :

$$\alpha = \frac{Index}{index_0} \times \frac{(1 + TVA_R)}{(1 + TVA_0)}$$

Avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral = **700,4**.

Index0 : indice TP01 de janvier 2011 soit : 667,7.

TVAR : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

TVA0 : taux de la TVA applicable en janvier 2011 soit 19,6 %.

Le coefficient alpha ainsi calculé est exactement de **1,05248** avec un index TP01 = 700,4 qui est le dernier index connu au 1^{er} juillet 2014.

Application numérique

$$M = S_c [M_e + \alpha (M_i + M_c + M_l + M_g)]$$

$$M = 1,1 \times [37684 + 1,05248 \times (180 + 16\,095 + 10\,800)] = \mathbf{72\,798\,€}$$

Cas d'un montant de garanties financières inférieur à 75 000€
Annexe au rapport UT7374-G3-15-348-FP-
Lettre préfectorale

Objet : Garanties financières

Réf : Votre transmission du 06 avril 2015.

Les installations que vous exploitez sont soumises à obligation de constitution de garanties financières, conformément à l'article R.516-1 5° du code de l'environnement et à l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières.

Suite au CODERST du 26 mars 2015, vous m'avez transmis, par courrier cité en référence, une offre établie par le cabinet VERITAS pour assurer la prescription relative à la surveillance des eaux souterraines au droit du site, pour un montant de 3780,67 € TTC pour deux campagnes de suivi sur six mois sur les 3 piézomètres existants. L'intégration de ce nouveau montant au calcul des garanties financières conduit à retenir la somme de 72 798 € TTC.

Je prends acte du montant proposé et vous informe que, conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement, vous n'avez pas l'obligation de constituer ces garanties financières dans la mesure où ce montant est inférieur à 75 000 € TTC.

Cependant, le nouveau calcul prend pour hypothèse une limitation à 140 tonnes des quantités de déchets dangereux et baux de process présents sur le site.

Je vous informe que la limitation de ces quantités vous sera imposée par arrêté préfectoral complémentaire puisqu'elle ne figure pas parmi les prescriptions actuellement applicables à votre exploitation. Le respect de ces dispositions sera régulièrement contrôlé par les inspecteurs de l'environnement.

J'appelle par ailleurs votre attention sur vos obligations d'informer mes services de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant de ces garanties financières au titre de l'article R516-5-2 du code de l'environnement, et de m'en transmettre une mise à jour.

De même, si certaines de vos installations sont soumises à constitution de garanties financières à compter du 1^{er} juillet 2017, une mise à jour du montant des garanties financières devra m'être transmise avant le 31 décembre 2018.



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Annecy, le jour/mois/année

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF. : PAIC/

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,

**Arrêté n° année-numéro
prescrivant la constitution de garanties financières
S.A.S. METAL X à Publier**

VU le code de l'environnement et notamment le titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, le titre IV du livre V relatif aux déchets, et le titre 1^{er} du livre II relatif à l'eau et aux milieux aquatiques, et en particulier les articles L 516-1 et R 516-1 et R 516-2 relatifs aux garanties financières ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R-511.9 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet hors cadre, en qualité de préfet de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la S.A.S. METAL X située sur la commune de Publier en date du 14 mai 1996, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 1 décembre 2009, du 21 juin 2010 et du 5 avril 2012 ;

VU la proposition de calcul du montant des garanties financières présentée par la S.A.S. METAL X en date du 23 décembre 2013, et les compléments fournis le 2 septembre 2014 ;

VU les modifications apportées aux calculs par l'inspection, transmises à l'exploitant par courrier du 19 décembre 2014 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 2 février 2015 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni le 26 mars 2015 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU les modifications apportées aux calculs par l'exploitant par courrier du 6 avril 2015 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du..... ;

Considérant les modifications de calculs du montant des garanties financières apportées par l'exploitant concernant notamment le coût de surveillance de l'impact des installations sur l'environnement ;

Considérant que le montant proposé dans le présent arrêté a été établi conformément à la méthode de calcul figurant dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'il prend en compte de manière adéquate l'ensemble des coûts afférents à la mise en sécurité du site ;

Considérant que le montant retenu par l'inspection des installations classées est inférieur à 75 000 € ;

Considérant que ce montant est établi sur la base de quantités maximales de déchets entreposés qu'il convient d'entériner par arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Définition de l'exploitant

La S.A.S. METAL X dont le siège social est situé au 645, route de Dranse, sur la Z.I. du Vieux Mottay sur la commune d'Amphion-les-Bains, est tenue de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations.

Article 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent, conformément à l'article R.516-1 5° du Code de l'environnement, pour les activités suivantes :

Rubrique	Activité
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes (56,4 m ³).

Article 3 : Montant des garanties financières

En application de l'article R516-1 susvisé du Code de l'Environnement l'obligation de constitution des garanties financières ne s'applique pas à la S.A.S. METAL X car le montant calculé des garanties financières évalué à 72 798 euros est inférieur à 75000 euros.

Article 4 : Quantités maximales de déchets

Le calcul du montant des garanties financières se fonde sur des quantités maximales de déchets présentes sur le site et résultant des activités listées à l'article 2. Par conséquent, les quantités maximales de déchets dangereux et de bains de process présents sur le site ne doivent pas dépasser 140 tonnes.

Article 5 : Révision du montant des garanties financières

L'exploitant est tenu de transmettre au préfet un montant révisé des garanties financières pour :

- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières ;
- toute modification apportée aux installations et à leur mode d'utilisation qui soit de nature à modifier le montant des garanties financières.

Article 6 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble.

- par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de PUBLIER pendant une durée minimale d'un mois et affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Article 8 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

